## Aux Etats membres des Nations Unies

## Re: Soutien consensus renouvellement mandat Rapporteur spécial Défenseurs des droits de l'homme

Les défenseurs des droits humains s'engagent avec humanité. Ils la servent, ils l'enrichissent et en révèlent le meilleur. Ils sont au centre de notre vie quotidienne en œuvrant pour davantage de transparence et de responsabilité de la part nos gouvernements, pour que notre environnement soit saint et sûr, pour que l'égalité des chances prévale et pour que notre futur soit durable. Les défenseurs des droits humains se confrontent au pouvoir, combattent les privilèges et les préjugés, mettant ainsi en danger leur personne, leur organisation, leur famille et leurs proches.

Par conséquent, nos organisations vous recommandons de soutenir la résolution portant sur le renouvellement du mandat du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme lors de la 43<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'homme.

Malgré leur contribution essentielle, gouvernements et acteurs non-étatiques tentent de réduire les défenseurs des droits humains au silence, car ils exposent l'injustice et exhortent que chacun rende des comptes.

Le mandat du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme est partie intégrante de leur protection et de leur reconnaissance au niveau mondial. Il permet de recueillir de l'information sur la situation des défenseurs dans le monde, d'interagir de manière constructive avec les gouvernements et les acteurs non-étatiques et permet d'émettre des recommandations d'experts afin de promouvoir la mise en œuvre effective de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme ("la Déclaration").

En 2019, le Conseil des droits de l'homme et l'Assemblée Générale ont réaffirmé leur soutien aux défenseurs des droits humains et à leur travail. Le Conseil des droits de l'homme a reconnu le rôle critique qu'ils jouent en matière de protection de l'environnement, de lutte contre le changement climatique ainsi que pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD). L'Assemblée Générale a elle accepté par consensus une résolution portant sur la mise en œuvre de la Déclaration et d'éléments clés en matière de protection. Cette résolution a recueilli un nombre record de co-sponsors.

Durant la 43<sup>ème</sup> session du Conseil, une résolution proposant la prolongation du mandat du Rapporteur spécial de trois ans sera soumise aux Etats. Il s'agit d'une opportunité majeure pour que les Etats et le Conseil affirment leur soutien aux défenseurs des droits humains et reconnaissent le rôle indispensable qu'ils jouent pour chacun jouisse de la liberté, de la dignité, de la justice et de l'égalité.

## Nous appelons les Etats à soutenir la prolongation du mandat du Rapporteur spécial en :

- participant de manière de constructive aux négociations de la résolution,
- présentant leur co-parrainage (co-sponsorhip) le plus tôt possible,
- résistant à toute tentative d'affaiblissement du mandat ou des obligations d'Etat,
- soutenant le renouvellement du mandat par consensus.

Cordialement,

- 1. International Service For Human Rights (ISHR)
- 2. Bahrain Institute for Rights and Democracy (BIRD)
- 3. Sudanese Development Initiative
- 4. Partnership for Justice-Nigeria
- 5. Americans for Democracy & Human Rights in Bahrain
- 6. European Center for Democracy and Human Rights
- 7. Polish Institute for Human Rights and Business
- 8. Robert F. Kennedy Human Rights
- 9. Centro de Justicia y Paz Cepaz
- 10. World Organisation Against Torture (OMCT)
- 11. International Commission of Jurists (ICJ)
- 12. Vietnam Committee on Human Rights (VCHR)
- 13. Business & Human Rights Resource Centre
- 14. Coordination des Associations et des Particuliers pour la Liberté de Conscience EU
- 15. Article 19
- 16. The Southern Africa Human Rights Defenders Network
- 17. Commonwealth Human Rights Initiative
- 18. DefendDefenders (East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project)
- 19. The International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association ILGA World
- 20. Réseau Ouest Africain des Défenseurs des Droits Humains
- 21. Cairo Institute for Human Rights Studies
- 22. Asian Forum for Human Rights and Development (FORUM-ASIA)
- 23. Global Witness
- 24. Association for Advancement of Legal Right
- 25. Emonyo Yefwe International Kenya
- 26. International Centre for Ethnic Studies- Sri Lanka
- 27. IFEX
- 28. Lawyers' Rights Watch Canada
- 29. Peace Brigades International
- 30. MENA Rights Group
- 31. Brot für die Welt
- 32. child rights connect
- 33. Amnesty International
- 34. Coalition Ivoirienne des Défenseurs des Droits Humains (CIDDH)
- 35. Coalition Burkinabé des Défenseurs des Droits Humains (CBDDH)
- 36. Dominicans for Justice and Peace
- 37. UPR-Info
- 38. International Work Group on Indigenous Affairs (IWGIA)
- 39. Coalition Malienne des Défenseurs des Droits Humains (COMADDH)
- 40. Réseau Ouest Africain des Défenseurs des Droits Humains
- 41. Seguridad en Democracia (SEDEM)
- 42. Indigenous and Conserved Communities Area Consortium (ICCA Consortium)
- 43. Natural Justice